



L'intersyndicale à la DG de l'Insee vous attend nombreux et nombreuses :

=> pour une HMI/AG

Aujourd'hui 17 janvier à 13 h

en salle Closon/Malinvaud (rez-de-chaussée)

ou en Zoom (lien envoyé par mail)

Le gouvernement ne nous souhaite pas de bonnes années !

Comme nos collègues, amis, voisins, les syndicats de l'Insee ont pris connaissance du **projet de réforme des retraites** proposé par le gouvernement. Cette 8^e réforme depuis 1993 est porteuse de régression sociale. Elle concerne tant le secteur privé que la Fonction Publique.

Le projet présenté ce 10 janvier confirme le caractère injuste pressenti à l'occasion des concertations avec les organisations syndicales. Il ne répond en rien aux problématiques du sous-emploi des seniors. La brutalité de la réforme, notamment pour les plus précaires ne peut que nous inciter à nous mobiliser pour en dénoncer l'absurdité et l'incohérence.

Trois principales mesures phares sont mises en avant :

- le report de l'âge légal du départ à la retraite de 62 ans à 64 ans ;
- la hausse accélérée de la durée de cotisation ;
- la fin de la plupart des régimes spéciaux.

L'âge légal de départ en retraite doit progressivement augmenter à raison d'un trimestre par an, dès septembre 2023 jusqu'à atteindre 64 ans pour les personnes nées en 1968.

En parallèle, **la durée de cotisation** doit augmenter de telle sorte qu'une retraite à taux plein ne sera disponible par exemple pour les générations nées à partir de 1965 qu'à condition d'avoir validé 172 trimestres (c'est-à-dire 43 annuités) ! Et pour celles et ceux qui auront commencé à travailler avant 21 ans, ce sera 44 ans de cotisations !

Loin d'être « juste », ce projet va frapper de plein fouet l'ensemble des travailleurs et travailleuses, et plus particulièrement celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, les plus précaires, dont l'espérance de vie est inférieure au reste de la population, et celles et ceux des métiers usant.

Au final, avec la **suppression de plusieurs critères de pénibilité**, le gouvernement va contraindre tout le monde à cotiser plus et à partir plus tard à la retraite.

Ce projet mal ficelé vise un objectif : réduire la part des dépenses sociales dans la valeur ajoutée pour augmenter celle des profits et de la finance. Attachées à un **meilleur partage des richesses**, les organisations syndicales n'ont eu de cesse pendant la concertation avec le gouvernement de proposer d'autres solutions de financement. D'autant plus que, pour l'heure, la plupart des projections à court terme ne remontent pas de signes d'inquiétude pour le financement des pensions. Au moment où

l'inflation génère des effets coûteux (prix alimentaires, coût énergétique, etc.) pour les ménages notamment les plus précaires, cette réforme injuste intervient comme une double peine, par un couperet terrible à effet retard !

En outre, invoquer des difficultés de financement que toutes et tous devraient payer est incohérent au regard des nombreux cadeaux fiscaux faits par le gouvernement aux grandes entreprises et aux plus riches. Surtout quand les **groupes du CAC 40 ont distribué au titre de 2022 plus ou moins 80 milliards d'euros à leurs actionnaires** !

L'urgence c'est bien plutôt de développer l'emploi, d'embaucher des jeunes ou des moins jeunes, de former, aussi bien dans les services publics (hôpital, éducation, fret ferroviaire, etc.) que dans les entreprises (pharmacie, alimentation, rénovation thermique, transports, etc.). C'est cela qui consoliderait vraiment le système de retraites par répartition.

L'intersyndicale à la DG de l'Insee appelle les agents à participer à la journée d'actions du 19 janvier 2023

Soyons très nombreux à la manifestation qui partira à 14 h place de la République !

**Rendez-vous à 13 h jeudi devant la grande entrée de l'Insee
OU
Rendez-vous sur place à 14 h à l'angle du bd du Temple et
de la rue de Saintonge**